

Henri IV, réalisait pour la France, au dix-septième siècle.

L'histoire raconte que pour remédier à la détresse qui sévissait en France depuis nombre d'années et relever le crédit de son gouvernement, le grand homme d'Etat s'appliqua à encourager l'agriculture, en faisant faire des défrichements, construisant et réparant les routes, améliorant les voies de transport, en un mot, en faisant pour le cultivateur tout ce qui pouvait servir à l'aider et à relever sa condition.

"Le labourage et le pâturage, voilà, disait-il, les vraies mines d'or du Pérou."

Ce qui a valu à la France du dix-septième siècle une ère de richesse et de prospérité, constante et durable, ne devrait-il pas convenir à notre pays, dans une bonne mesure? Les mêmes moyens devraient produire les mêmes résultats.

Je le crois sincèrement, monsieur l'Orateur, et je suis persuadé que la même politique apportera une solution décisive et efficace à la cherté de la vie, que nous subissons graduellement depuis dix ans, et qui trouve sa cause première dans le fait que la production agricole n'a pas été en rapport avec l'accroissement de la population des centres industriels et commerciaux.

Je dis que depuis dix ans la production résultant de l'agriculture ainsi que de l'élevage et du pâturage, qui y sont intimement liés, ne s'est pas accrue dans la proportion de l'augmentation de notre population. Le dernier recensement nous donne des chiffres fort intéressants à ce sujet. Nous y pouvons constater que la population de plusieurs comtés dans les vieilles provinces, au lieu d'augmenter a diminué, et ce au bénéfice des villes et des centres industriels et commerciaux. La routine a eu raison sur la culture intelligente et progressive qu'aurait produit un enseignement agricole, pratique et démonstratif. Et comme conséquence nous avons assisté à l'exode des fils du sol vers les villes, désertion qui a occasionné cette rareté de la main-d'œuvre indispensable à l'exploitation de la terre canadienne.

Aussi, dès son avènement au pouvoir, le Gouvernement actuel dut-il aviser sans retard aux moyens d'enrayer une crise imminente par une législation propre à encourager l'agriculture et une affectation de \$10,000,000 aux mêmes fins.

Il va de soi, monsieur l'Orateur, que nous n'avons pas encore senti et éprouvé, en un espace de temps aussi court, les bons effets de cette politique. Il se peut

même que dans la province de Québec nous ayons à en attendre plus longtemps qu'ailleurs les bons résultats, car, en dépit des précautions prises et des contrats passés, le gouvernement provincial de Québec ne croit pas devoir entrer absolument dans l'esprit de la loi et dans les vues du ministre d'Agriculture fédéral.

Là, plus qu'ailleurs, l'on se laisse trop inspirer et guider par des considérations étrangères à l'avancement de l'agriculture.

Il me sera donné, un peu plus tard, je l'espère, de revenir sur ce sujet et d'exposer de quelle façon l'on fait la distribution de l'argent fédéral dans certains comtés, pour la puérile satisfaction de pouvoir faire dire aux faiseurs d'élections que c'est le parti libéral qui mène à Ottawa.

Revenant au discours du trône, le peuple se réjouit, avec Son Altesse le Gouverneur général, de l'abondante récolte dont la Providence l'a favorisé durant l'année qui vient de s'écouler.

Tous ceux à qui il a été donné de visiter les différentes provinces de la Confédération, pendant les dernières moissons, ont pu se rendre compte, en effet, de la prospérité inouïe de cet immense Dominion. Le rendement a été considérable et généralement de bonne qualité.

La Providence a été généreuse; et 4 p.m. nos honorables amis de la gauche consentiront peut-être à la remercier d'avoir été aussi prodigue en faveur d'une administration dont ils ne partagent pas toujours les opinions et les principes.

En face de cette surabondance de produits on a pu appréhender, en certains milieux, la possibilité de transporter à destination ces trésors de la ferme. Heureusement, grâce à la prévoyance de l'administration des chemins de fer, à l'énergique initiative de l'honorable ministre des Chemins de fer et des Canaux, cette paralysie tant redoutée du trafic et du transport des céréales a été évitée.

De bonne heure et sans encombrement, le transport des céréales et des moissons de l'Ouest aux élevateurs et autres terminus de chemins de fer et de canaux a été effectué dans une plus grande proportion que jamais par nos ports canadiens et nos chemins de fer nationaux.

Ceci démontre bien, monsieur l'Orateur, qu'en continuant le développement et les améliorations de nos moyens de transport, qu'en complétant les grandes lignes déjà commencées comme le Transcontinental national, le chemin de fer de la baie